

MAIRIE DE DRAP



**ARRETE MUNICIPAL DE POLICE 2023-01-12**  
**Portant autorisation temporaire**  
**d'occupation du domaine public**  
**règlementant la circulation et le**  
**stationnement des véhicules, La Condamine**

Le Maire de la Commune de DRAP,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code la route,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code pénal,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu les demandes d'autorisation de travaux formulée par l'entreprise FONDASOL domiciliée 19 chemin des Travaux, 06800 Cagnes sur Mer représentée par Monsieur Ilan RIHAL pour des travaux de sondages géotechniques,

Considérant qu'afin de permettre le bon déroulement de ces travaux, il y a lieu de règlementer le stationnement et la circulation des véhicules,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'autoriser les occupations du domaine public communal et de les réglementer dans l'intérêt de la commodité, de la sécurité de la circulation des véhicules, des piétons et des différents usagers du domaine public,

**ARRETE :**

**Article 1** : - L'entreprise FONDASOL domiciliée 19 chemin des Travaux, 06800 Cagnes sur Mer représentée par Monsieur Ilan RIHAL, est autorisée à occuper le domaine public pour des travaux de sondages géotechniques, le stationnement de véhicules de chantier du 30 janvier 2023 à 7h00 au 7 février 2023 à 18h00.

**Article 2** : Pendant la durée desdits travaux et au droit desdits chantiers :

- Du 30/01/23 au 03/02/23 : **Promenade du Paillon dans le prolongement de la Place Jacques Brel** : occupation d'une emprise au sol de 6 ml X 3 ml ;
- Du 30/01/23 au 03/02/23 : **20 Place Jacques Brel** : occupation d'une emprise au sol de 6 ml X 3 ml ;
- Du 01/02/23 au 07/02/23 : **Promenade du Paillon au niveau du stade** : occupation d'une emprise au sol de 06 ml X 3 ml;
- Du 01/02/23 au 07/02/23 : **Promenade du Paillon au niveau de la Place Jacques Brel** : occupation d'une emprise au sol de 10 ml X 6 ml ;

Le stationnement des véhicules sera strictement interdit au droit des chantiers à l'exception des véhicules des services de secours et d'incendie ainsi que ceux des véhicules et engins exécutant les travaux. Tout véhicule gênant à l'exécution des travaux fera l'objet d'une verbalisation conformément aux lois et règlements en vigueur et sera susceptible d'une procédure de mise en fourrière,

**Article 3** : la présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal ne dispense pas l'entreprise de procéder aux autres formalités administratives prévues par les réglementations en cours.

Avant toute intervention, l'entreprise doit s'informer auprès des différents exploitants de l'existence de réseaux dans le périmètre des travaux envisagés, conformément à la réglementation relative à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution (décret n) 2011-1241 du 5 octobre 2011 modifié), (chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement).

**Article 4** : L'entreprise en charge des travaux, a obligation de mettre en œuvre les règles d'hygiène et de sécurité pour la protection des biens et des personnes, de matérialiser par des barrières les emplacements des travaux et devra installer les panneaux de signalisation conformes à la réglementation en vigueur **cinq jours avant le début des travaux**.

L'entreprise est responsable des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

**Article 5** : Les déblais de chantiers non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge ou site autorisé à recevoir les matériaux extraits par les soins de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

**Article 6** : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

L'entreprise est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens.

**Article 7** : L'entreprise devra remettre en état les lieux au terme du délai fixé.

**Article 8** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de NICE (06) dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté : greffe.ta-nice@juradm.fr

**Article 9** : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Drap
- Monsieur le Garde-champêtre Territorial
- Le commandant de la brigade de gendarmerie de La Trinité (AM).  
chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

DRAP, le 16 janvier 2023  
Le Maire,  
Robert NARDELLI

